

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 28, § 8, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, remplacé par l'arrêté royal du 6 avril 1995 et modifié par les arrêtés royaux des 4 décembre 1995 et 10 juillet 1996, le 19^e, b), est complété par l'alinéa suivant, rédigé comme suit :

« Le dossier complet qui concerne la première liste doit être introduit au plus tard dix jours après la publication du présent arrêté. »

Art. 2. Dans l'article 28, § 8, 21^e, b), de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, inséré par l'arrêté royal du 4 décembre 1995, les mots « et au plus tard jusqu'au 31 décembre 1996 » sont supprimés.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1997.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 janvier 1997.

ALBERT

Par le Roi :
La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 28, § 8, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, vervangen bij het koninklijk besluit van 6 april 1995 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 december 1995 en 10 juli 1996, wordt 19^e, b), aangevuld met volgend lid, luidend als volgt :

« Het volledige dossier voor de eerste lijst moet worden ingediend ten laatste tien dagen na de bekendmaking van dit besluit. »

Art. 2. In artikel 28, § 8, 21^e, b), van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 december 1995, worden de woorden « en uiterlijk tot 31 december 1996 » geschrapt.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 januari 1997.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 97 — 597

IC - 97/209

Arrêté royal relatif à la formation, aux brevets et à la carrière des membres des services d'incendie

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à régler, d'une part, tout ce qui concerne la formation des membres des services d'incendie et mène à l'obtention des brevets et, d'autre part, à rendre obligatoire la possession des brevets en les imposant comme condition de nomination ou de promotion des membres des services d'incendie.

Ce regroupement en un seul arrêté a pour objectif de clarifier la matière.

L'évolution des techniques de lutte contre le feu, la complexité du matériel utilisé ainsi que la diversification des missions des services d'incendie, notamment en ce qui concerne la prévention, imposent de mettre en place des formations optimales pour les membres des services d'incendie, afin de leur permettre d'affronter les situations concrètes de la façon la plus adéquate et la plus sécurisante pour eux-mêmes ainsi que pour les citoyens concernés.

Ces formations sont désormais organisées par les centres de formation, lesquels délivrent les brevets. Tout brevet est valable pour tous les services d'incendie belges quel que soit le centre de formation qui l'a délivré.

Les formations tiennent compte, d'une part, de la spécificité des tâches attribuées aux membres du service d'incendie pour un grade considéré, et d'autre part, de la ou des formations antérieures éventuelles suivies par les candidats. Le brevet porte le nom du grade auquel son titulaire peut être nommé ou promu.

Chaque formation constitue une étape vers la formation suivante, les formations s'articulant les unes par rapport aux autres.

C'est la raison pour laquelle, par exemple, la formation à suivre pour obtenir le brevet de sous-lieutenant diffère selon que l'on devient sous-lieutenant par promotion ou par recrutement. En effet, lorsqu'il s'agit d'une formation pour obtenir le brevet en vue d'une promotion au grade de sous-lieutenant, le membre du service d'incendie est réputé avoir acquis des connaissances de base lors des formations antérieures.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 97 — 597

IC - 97/209

Koninklijk besluit betreffende de opleiding, de brevetten en de loopbaan van de leden van de brandweer

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe enerzijds alles te regelen wat betrekking heeft op de opleiding van de leden van de brandweer en leidt tot het behalen van de brevetten en anderzijds het bezit van brevetten verplicht te stellen door ze op te leggen als benoemings- of bevorderingsvoorwaarde voor de leden van de brandweer.

Deze groepering in één enkel besluit heeft tot doel de materie te verduidelijken.

De evolutie van de brandbestrijdingstechnieken, de complexiteit van het gebruikte materieel alsmede de diversifiëring van de opdrachten van de brandweer, met name inzake preventie, leggen het invoeren van optimale opleidingen voor de leden van de brandweer op, om hen in staat te stellen aan concrete situaties het hoofd te bieden op een zo doeltreffend en veilig mogelijke wijze voor henzelf en voor de betrokken burgers.

Deze opleidingen worden voortaan georganiseerd door de provinciale opleidingscentra, die de brevetten uitreiken. Elk brevet is geldig voor alle Belgische brandweerdiensten ongeacht het opleidingscentrum dat het heeft afgeleverd.

De opleidingen houden enerzijds rekening met de specificiteit van de taken die voor een bepaalde graad aan de leden van de brandweer worden toegewezen en anderzijds met de eventuele vroegere opleiding(en) die de kandidaten hebben gevolgd. Het brevet draagt de naam van de graad waarin de houder ervan kan worden benoemd of bevorderd.

Iedere opleiding vormt een stap naar de volgende opleiding, waarbij de opleidingen bij elkaar aansluiten.

Daarom verschilt bij voorbeeld de te volgen opleiding voor het behalen van het brevet van onderluitenant naargelang men onderluitenant wordt door bevordering of door aanwerving. Wanneer het om een opleiding gaat voor het behalen van het brevet met het oog op een bevordering tot de graad van onderluitenant, wordt het lid van de brandweer immers geacht basiskennis te hebben verworven tijdens de

Lorsqu'il s'agit de la formation d'un sous-lieutenant stagiaire, arrivé par recrutement dans le service, le programme doit reprendre une série de cours de base indispensables pour la formation d'un nouveau membre d'un service d'incendie. Un brevet de chef de corps est créé afin de donner à celui qui exerce cette fonction les connaissances nécessaires pour remplir ce rôle spécifique. Ce brevet ne correspond à aucun grade. Le chef de corps a, en effet, un grade différent selon le service d'incendie concerné, à savoir le grade le plus élevé prévu par le règlement organique de ce service.

Pour la rédaction de ce texte, lorsqu'était visée une décision du conseil communal, cette expression a été remplacée par "décision de l'autorité compétente".

La loi du 31 décembre 1963 telle que modifiée permet sous certaines conditions l'organisation d'un service d'incendie sous la forme d'une intercommunale (article 10 Bis).

Par ailleurs l'organisation du service d'incendie peut être de la compétence d'une agglomération tel est le cas pour l'agglomération bruxelloise.

Afin de ne pas restreindre le champ d'application de cet arrêté aux seules décisions des conseils communaux, l'expression "autorité compétente" a donc été choisie.

Commentaire des articles

Article 1^{er}

Le § 1^{er} énumère tous les types de formation que peuvent organiser les centres de formation. Le premier type de formation concerne celles qui sont requises pour l'obtention des brevets. Le principe est désormais clairement établi que l'obtention de chacun des brevets qui sont énumérés dans le § 1^{er} ne peut résulter que des seules formations qui y correspondent, formations qui sont exclusivement organisées par les centres de formation agréés. Ces centres de formation peuvent, en outre, mettre en place toute formation qui s'avère utile pour parfaire les qualités professionnelles des membres des services d'incendie, telle une formation relative au port de la tenue anti-gaz.

Le § 2 laisse la possibilité à deux ou plusieurs centres de formation agréés d'organiser des formations communes. Il peut se faire, en effet, que dans une province déterminée le nombre de candidats à une formation déterminée soit à ce point réduit que l'organisation de pareille formation serait proportionnellement trop coûteuse. Dans cette hypothèse, le centre en cause pourra s'associer à un autre centre de formation agréé de formation pour organiser ladite formation. Cette solution permet d'organiser toutes les formations à des intervalles suffisamment rapprochés.

Par ailleurs le Ministre de l'Intérieur peut lui aussi demander à deux ou plusieurs centres de formation d'organiser des formations dans le délai fixé par lui. L'hypothèse particulière visée ici est celle de l'inaction d'un ou de plusieurs centres de formation agréés.

Article 2

Cet article renvoie à l'annexe en ce qui concerne le programme minimal et la durée des cours pour chaque formation.

Cette annexe reprend pour chacune des formations une série de cours. Les cours obligatoires doivent tous être suivis pour l'obtention du brevet correspondant à la formation considérée. Tous les cours doivent comprendre au minimum le nombre d'heures qui figurent en regard de leur intitulé. Pour certaines formations le programme minimal comporte, en outre, une option entre deux ou trois cours.

Le § 3 permet à chaque centre de compléter ce programme pour l'organisation d'un cours.

Chaque centre peut décider d'augmenter le nombre d'heures prévues pour un cours. Il peut également imposer que les candidats suivent plus d'un cours à option. Il peut enfin estimer nécessaire d'ajouter un ou plusieurs cours supplémentaires au programme minimum.

Ces ajouts sont cependant soumis à l'approbation préalable du Ministre de l'Intérieur.

Article 3

Il faut entendre par "cours", l'enseignement suivi sur une matière déterminée. L'examen est l'épreuve ou l'ensemble d'épreuves destiné à vérifier les connaissances du candidat pour l'ensemble de la matière. Cet examen peut être composé de plusieurs épreuves, écrites, orales ou pratiques portant soit sur l'ensemble de la matière soit une partie de celle-ci. La disposition relative à l'obligation d'une épreuve écrite vise chacun des cours tels qu'ils sont énumérés dans l'annexe de l'arrêté. En d'autres termes, l'épreuve écrite n'est obligatoire que pour chaque

vroegere opleidingen. Wanneer het om de opleiding van een stage-doend onderluitenant gaat, die door aanwerving in de dienst is gekomen, moet in het programma een reeks basis cursussen worden opgenomen die noodzakelijk zijn voor de opleiding van een nieuw lid van een brandweerdienst. Er wordt een brevet van korpschef ingesteld om degene die deze functie uitoefent, de nodige kennis te verstrekken om deze specifieke taak te vervullen. Dit brevet stemt met geen enkele graad overeen. De korpschef heeft immers een verschillende graad naar gelang van de betrokken brandweer, zijnde de hoogste graad waarin het organiek reglement van deze dienst voorziet.

Wanneer een beslissing van de gemeenteraad werd bedoeld, werd deze zinsnede bij de opstelling van deze tekst vervangen door "beslissing van de bevoegde overheid".

De wet van 31 december 1963, zoals zij werd gewijzigd, laat onder bepaalde voorwaarden toe een brandweerdienst op te richten onder vorm van een intercommunale (artikel 10 Bis).

De oprichting van een brandweerdienst kan bovendien onder de bevoegdheid vallen van een agglomeratie zoals dat het geval is voor de Brusselse agglomeratie.

Opdat het toepassingsgebied van dit besluit niet zou worden beperkt tot enkel de beslissingen van de gemeenteraden, werd dus de zinsnede "bevoegde overheid" gekozen.

Bespreking van de artikelen

Artikel 1

In § 1 worden alle opleidingstypes opgesomd die de provinciale opleidingscentra kunnen organiseren. Het eerste opleidingstype heeft betrekking op die welke vereist zijn voor het behalen van de brevetten. Voortaan wordt duidelijk het principe gesteld dat het behalen van elk van de in § 1 opgesomde brevetten slechts kan voortvloeien uit de opleidingen die ermee overeenstemmen, waarbij deze opleidingen uitsluitend door de erkende opleidingscentra worden ingericht. Bovendien kunnen de provinciale centra alle opleidingen inrichten die nuttig blijken om de beroepskwaliteiten van de leden van de brandweer te vervolmaken, zoals een opleiding in het dragen van het anti-gaspak.

§ 2 laat aan twee of meer provinciale opleidingscentra de mogelijkheid om gemeenschappelijke opleidingen in te richten. Het kan immers gebeuren dat het aantal kandidaten voor een bepaalde opleiding in een bepaalde provincie zo klein is dat het organiseren van een dergelijke opleiding proportioneel te duur zou zijn. In die hypothese kan het betrokken centrum met een ander provinciaal centrum samengaan om die opleiding te organiseren. Deze oplossing maakt het mogelijk alle opleidingen te organiseren met voldoende korte tussenpozen.

Bovendien kan ook de Minister van Binnenlandse Zaken aan twee of meer opleidingscentra vragen opleidingen te organiseren binnen de door hem gestelde termijn. De hier bedoelde bijzondere hypothese is die van de inactiviteit van één of meer provinciale opleidingscentra.

Artikel 2

Dit artikel verwijst naar de bijlage wat het minimumprogramma en de duur van de cursussen voor iedere opleiding betreft.

Deze bijlage bevat voor elke opleiding een reeks cursussen. De verplichte cursussen moeten allemaal worden gevolgd voor het behalen van het brevet dat met de beschouwde opleiding overeenstemt. Alle cursussen moeten ten minste het aantal uren beslaan dat naast de titel ervan is aangegeven. Voor bepaalde opleidingen biedt het minimumprogramma ook nog een keuze tussen twee of drie cursussen.

§ 3 maakt het ieder centrum mogelijk dit programma voor het inrichten van een cursus aan te vullen.

Ieder centrum kan beslissen het voor een cursus voorziene aantal uren te verhogen. Het kan eveneens eisen dat de kandidaten meer dan één keuzevak volgen. Ten slotte kan het centrum het nodig achten één of meer bijkomende cursussen aan het minimumprogramma toe te voegen.

Deze toevoegingen zijn echter onderworpen aan de voorafgaande goedkeuring van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Artikel 3

Onder "cursus" moet het onderricht worden verstaan dat over een bepaalde stof is gevolgd. Het examen is de proef of het proevenpakket dat bestemd is om de kennis van de kandidaat na te gaan voor de volledige stof. Dit examen kan uit verscheidene schriftelijke, mondelinge of praktische gedeelten bestaan die betrekking hebben op hetzij de volledige stof, hetzij een deel ervan. De bepaling betreffende de verplichting van een schriftelijk gedeelte heeft betrekking op het besluit. Met andere woorden, het schriftelijk examengedeelte is slechts

cours, considéré dans sa globalité : il faut et il suffit qu'une épreuve écrite soit organisée par cours. Dans la mesure où un centre de formation prévoirait des épreuves pour différentes parties d'un cours, il suffit qu'une des épreuves soit écrite. L'épreuve écrite ne doit pas obligatoirement porter sur toute la matière.

Article 4

Cet article précise que le candidat doit obtenir 5/10 des points à chaque examen pour obtenir le brevet.

Si l'examen comporte une épreuve écrite et une épreuve orale, les 5/10 des points exigés en vertu de cet article concernent les deux épreuves réunies.

Il s'agit des cotations minimales qui doivent en tous cas être obtenues. Toutefois, chaque centre de formation peut prévoir des règles complémentaires.

Article 5

Cet article pose comme condition d'admission à la formation destinée à l'obtention du brevet de sapeur-pompier, la qualité de stagiaire d'un service d'incendie. Cette qualité ne s'acquiert que suite à un recrutement décidé par le conseil communal. Aucune inscription ne peut avoir lieu sur base d'une simple demande ou d'une simple recommandation.

Bien que les centres Z soient composés de volontaires, il existe toutefois dans ces centres un grade de caporal professionnel. C'est parce que ce grade est un grade de recrutement que le caporal stagiaire est admis, lui aussi, à la formation destinée à l'obtention du brevet de sapeur-pompier.

Article 6

La condition exigée pour suivre la formation menant au brevet de caporal consiste en une ancienneté de service d'au moins 3 ans, stage compris.

Une certaine expérience est indispensable pour que les candidats soient aptes à suivre le programme minimum prévu pour la formation menant au brevet de caporal.

Dans les services d'incendie "centres Z", il existe un grade de caporal professionnel qui est un grade de recrutement. Dans un tel centre, le caporal stagiaire ne doit pas remplir la condition d'ancienneté de trois ans pour s'inscrire à la formation menant au brevet de caporal. Toutefois, pour être nommé à la fin du stage, il devra obtenir d'abord le brevet de sapeur-pompier et le brevet de caporal ensuite.

Articles 7, 8, 9, 10 et 11

Ces articles fixent les conditions d'admission aux formations menant aux brevets de sergent, d'adjudant, de sous-lieutenant et de technicien en prévention de l'incendie.

Ces conditions d'admission concernent à la fois les membres des services d'incendie qui entameront leur service sous l'empire du système mis en place par le présent arrêté et ceux qui font partie d'un service d'incendie à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et ont déjà bénéficié d'une promotion.

Ainsi sont admis aux formations ultérieures les titulaires du brevet dans le grade immédiatement inférieur. Peuvent également suivre les différentes formations tous ceux qui ont été nommés dans le grade immédiatement inférieur suivant les règles précédemment applicables. Ces derniers pourront ainsi s'inscrire à des formations en vue d'être promu au grade supérieur sans devoir obtenir les nouveaux brevets imposés par le présent arrêté.

Il est à noter qu'en application des principes d'assimilation visés aux articles 25 et 28 certaines formations sont également accessibles aux titulaires de brevets octroyés en application des règles précédemment en vigueur.

Le fait de remplir les conditions d'admission n'entraîne pas un droit automatique à l'inscription.

Les membres des services d'incendie doivent se référer au règlement d'ordre intérieur qui précise, s'il y échet, les démarches à effectuer lorsqu'un cours est organisé.

Dans tous les cas, le service d'incendie ne peut souffrir d'une diminution importante de ses effectifs en raison d'une inscription de la majorité de ses membres à des cours.

Les centres de formation quant à eux peuvent, en cas d'afflux d'inscriptions, reporter certaines inscriptions à une formation future sur base de critères objectivement fixés.

pour iedere, in zijn totaliteit beschouwde cursus verplicht : per cursus is het nodig en volstaat het een schriftelijk examengedeelte te organiseren. Voor zover een provinciaal opleidingscentrum zou voorzien in examengedeelten voor verschillende delen van een cursus, volstaat het dat één van die gedeelten schriftelijk wordt afgelegd. Het schriftelijk gedeelte hoeft niet noodzakelijk over de volledige stof te gaan.

Artikel 4

Dit artikel stelt dat de kandidaat voor ieder examen 5/10 van de punten moet hebben om het brevet te behalen.

Wanneer het examen uit een schriftelijk en een mondeling gedeelte bestaat, hebben de 5/10 van de punten die krachtens dit artikel worden geëist, betrekking op beide gedeelten samen.

Dit is een minimumscore die in ieder geval moet worden behaald. Ieder opleidingscentrum kan echter in bijkomende regels voorzien.

Artikel 5

Dit artikel stelt als toelatingsvoorwaarde tot de opleiding voor het behalen van het brevet van brandweerman de hoedanigheid van stagiair van een brandweerdienst. Deze hoedanigheid kan slechts worden verworven ingevolge een aanwerving waartoe door de gemeenteraad werd beslist. Er mag geen enkele inschrijving plaatsvinden op basis van een louter aanvraag of aanbeveling.

Hoewel de Z-centra uit vrijwilligers samengesteld zijn, bestaat er in die centra toch een graad van beroepskorporaal. Omdat die graad een wervingsgraad is, wordt de stagedoende korporaal eveneens toegelaten tot de opleiding voor het behalen van het brevet van brandweerman.

Artikel 6

De vereiste voorwaarde om de opleiding voor het behalen van het brevet van korporaal te volgen, bestaat in een dienstanciënniteit van ten minste 3 jaar, stage inbegrepen.

Een zekere ervaring is noodzakelijk opdat de kandidaten geschikt zouden zijn om het minimumprogramma te volgen dat voor de opleiding voor het behalen van het brevet van korporaal is vastgesteld.

In de brandweerdiensten "Z-centra" bestaat er een graad van beroepskorporaal, die een wervingsgraad is. In een dergelijk centrum hoeft de stagedoende korporaal niet de anciënniteitsvereiste van drie jaar te vervullen om zich in te schrijven voor de opleiding voor het behalen van het brevet van korporaal. Om op het einde van de stage te worden benoemd, moet hij echter eerst het brevet van brandweerman en vervolgens het brevet van korporaal behalen.

Artikelen 7, 8, 9, 10 en 11

Deze artikelen stellen de toelatingsvoorwaarden vast tot de opleidingen voor het behalen van de brevetten van sergeant, adjudant, onderluitenant en technicus-brandvoorkoming.

Deze toelatingsvoorwaarden hebben zowel betrekking op de leden van de brandweer die hun dienst onder het door dit besluit ingesteld systeem zullen aanvatten als op degenen die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit tot een brandweerdienst behoren en reeds een bevordering hebben gekregen.

Aldus worden de houders van het brevet in de onmiddellijk lagere graad tot de latere opleidingen toegelaten. De verschillende opleidingen kunnen eveneens worden gevolgd door al degenen die in de onmiddellijk lagere graad werden benoemd volgens de regels die voorheen van toepassing waren. Deze laatsten kunnen zich aldus inschrijven voor opleidingen om tot de hogere graad te worden bevorderd, zonder de nieuwe door dit besluit opgelegde brevetten te moeten behalen.

Er dient te worden opgemerkt dat sommige opleidingen, met toepassing van de gelijkstellingsprincipes bedoeld in de artikelen 25 en 28, eveneens toegankelijk zijn voor de houders van brevetten die werden toegekend in toepassing van de regels die voordien van kracht waren.

Het vervullen van de toelatingsvoorwaarden leidt niet tot een automatisch recht op inschrijving.

De leden van de brandweer moeten zich schikken naar het reglement van inwendige orde, dat in voorkomend geval bepaalt welke stappen moeten worden gezet wanneer er een cursus wordt ingericht.

In ieder geval mag de brandweerdienst niet lijden onder een aanzienlijke vermindering van zijn personeelsbestand doordat de meeste van zijn leden ingeschreven zijn voor cursussen.

Bij een massaal aantal inschrijvingen kunnen de opleidingscentra, op basis van objectief vastgestelde criteria, bepaalde inschrijvingen uitsluiten tot een latere opleiding.

Article 9

Cet article concerne les conditions d'admission à la formation menant à l'obtention du brevet de sous-lieutenant.

Cette formation comporte des cours différents selon les candidats auxquels elle s'adresse.

L'arrêté établit une distinction entre, d'une part, les adjudants ou les titulaires du brevet d'adjudant : ceux-ci doivent compléter la formation qu'ils ont antérieurement reçue; le nombre de cours qu'ils doivent suivre est, partant, moins élevé. Il vise, d'autre part, les candidats nouvellement recrutés : compte tenu de leur inexpérience, la formation qu'ils doivent suivre est plus approfondie.

Quant aux membres d'un service d'incendie qui proviennent du cadre et qui sont titulaires de l'un des diplômes visés aux points 1 et 2 de l'annexe I de l'arrêté royal du 20 juillet 1972, ils peuvent suivre cette formation sans être titulaires du brevet d'adjudant. Ainsi un sapeur-pompier, pour autant qu'il soit titulaire d'un diplôme d'ingénieur délivré dans une des spécialités précisées dans l'annexe I de l'arrêté royal susvisé, pourra suivre la formation destinée à l'obtention du brevet de sous-lieutenant.

Cette formation sera identique à celle qui est prévue pour les candidats sous-lieutenants nouvellement recrutés.

Article 10

Outre les sous-lieutenants et les titulaires du brevet de sous-lieutenant, cet article permet aux titulaires de l'un des diplômes qu'il vise de suivre la formation destinée à l'obtention du brevet de technicien en prévention de l'incendie sans être titulaire du brevet de sous-lieutenant. Ceci permet à certains membres des services d'incendie de traiter les dossiers de prévention dès qu'ils sont titulaires du brevet requis et quel que soit leur grade, sans leur imposer d'obtenir les brevets menant au grade d'officier. En effet, les tâches liées à la prévention sont des tâches hautement spécialisées auxquelles correspond une formation spécifique.

Article 12

Les agents concernés par cet article sont notamment les membres de l'inspection des services d'incendie visés dans la loi du 31 décembre 1963. Compte tenu des tâches qu'ils sont amenés à exercer, il peut être utile, en effet, de leur rendre facilement accessibles les formations y relatives.

Articles 13, 14, 15 et 16

Ces articles arrêtent les conditions de nomination et de promotion des sous-officiers.

Par ailleurs, dans les règlements communaux types annexés à l'arrêté royal du 6 mai 1971, il est prévu que les conditions de promotion sont à fixer par le conseil communal.

Désormais, les règlements organiques ne peuvent plus que compléter les conditions minimales fixées par le présent arrêté, conformément à l'article 119 de la Nouvelle loi communale qui dispose que les règlements communaux ne peuvent être contraires aux arrêtés de l'Etat.

La nomination au grade de caporal visée à l'article 14, § 1^{er}, concerne les caporaux professionnels des centres Z.

L'article 14, § 2, quant à lui permet une prolongation de stage de deux fois un an afin de permettre à ce caporal stagiaire d'obtenir les deux diplômes requis pour sa nomination. En effet, il pourrait arriver que durant la 1^{ère} année de stage, le caporal professionnel n'ait pas eu rapidement l'occasion de s'inscrire à la formation de sapeur-pompier. Sans ce brevet, le caporal stagiaire ne peut s'inscrire au cours menant à l'obtention du brevet de caporal. Il est apparu nécessaire de permettre deux prolongations d'un an pour s'assurer que le stagiaire ait eu l'occasion de suivre les deux formations consécutivement.

Articles 17 à 25

Ces articles modifient certaines dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 précité.

Les modifications essentielles concernent le "brevet d'officier" qui est remplacé par le "brevet de sous-lieutenant" et la création d'un "brevet spécifique aux chefs de service".

Articles 17, 18, 19 et 20

Ces articles concernent les officiers professionnels et contiennent principalement des modifications de terminologie.

Artikel 9

Dit artikel handelt over de toelatingsvoorwaarden tot de opleiding voor het behalen van het brevet van onderluitenant.

Deze opleiding omvat verschillende cursussen naar gelang van de kandidaten tot wie ze zich richt.

Het besluit maakt een onderscheid tussen enerzijds de adjudanten en de houders van het brevet van adjudant : dezen moeten de opleiding aanvullen die ze voordien hebben gekregen; ze moeten dan ook minder cursussen volgen. Anderzijds heeft het betrekking op de nieuw aangeworven kandidaten : gezien hun onervarenheid moeten zij een grondiger opleiding volgen.

Wat de leden van een brandweerdienst betreft die in het kader komen en houder zijn van één van de diploma's bedoeld in de punten 1 en 2 van bijlage I van het koninklijk besluit van 20 juli 1972, die kunnen deze opleiding volgen zonder houder te zijn van het brevet van adjudant. Aldus kan een brandweerman, voor zover hij in het bezit is van een diploma van ingenieur, uitgereikt in één van de specialiteiten vermeld in bijlage I van het voormeld koninklijk besluit, de opleiding volgen voor het behalen van het brevet van onderluitenant.

Deze opleiding zal dezelfde zijn als die waarin is voorzien voor de nieuw aangeworven kandidaat-onderluitnants.

Artikel 10

Naast de onderluitnants en de houders van een brevet van onderluitenant maakt dit artikel het de houders van één van de erin bedoelde diploma's mogelijk de opleiding tot het behalen van het brevet van technicus-brandvoorkoming te volgen zonder houder te zijn van het brevet van onderluitenant. Daardoor kunnen sommige leden van de brandweer de preventiedossiers behandelen zodra ze houder zijn van het vereiste brevet, ongeacht hun graad, zonder dat hun het behalen van de brevetten voor de graad van officier wordt opgelegd. De taken in verband met preventie zijn immers hooggespecialiseerde taken waarmee een specifieke opleiding overeenstemt.

Artikel 12

De ambtenaren waarover dit artikel handelt, zijn met name de leden van de inspectie van de brandweer bedoeld in de wet van 31 december 1963. Gezien de taken die zij moeten uitoefenen, kan het immers nuttig zijn hun de desbetreffende opleidingen gemakkelijk toegankelijk te maken.

Artikelen 13, 14, 15 en 16

Deze artikelen stellen de benoemings- en bevorderingsvoorwaarden vast voor de onderofficieren.

Bovendien is in de gemeentelijke modelreglementen die bij het koninklijk besluit van 6 mei 1971 zijn gevoegd, bepaald dat de bevorderingsvoorwaarden door de gemeenteraad moeten worden vastgesteld.

Voortaan mogen organieke reglementen nog slechts de bij dit besluit gestelde minimale voorwaarden aanvullen, overeenkomstig artikel 119 van de Nieuwe Gemeentewet, dat bepaald dat de gemeentelijke reglementen niet in strijd mogen zijn met de besluiten van de Staat.

De benoeming in de graad van korporaal bedoeld in artikel 14, § 1, heeft betrekking op de beroepskorporaals van de Z-centra.

Wat artikel 14, § 2, betreft, dit maakt een stageverlenging van tweemaal een jaar mogelijk om deze stagedoende korporaal in staat te stellen de twee diploma's te behalen die voor zijn benoeming vereist zijn. Het zou immers kunnen dat de beroepskorporaal tijdens zijn eerste stagejaar niet snel de gelegenheid heeft gehad om zich in te schrijven voor de opleiding tot brandweerman. Zonder dat brevet kan de stagedoende korporaal zich niet inschrijven voor de cursus voor het behalen van het brevet van korporaal. Het is nodig gebleken twee verlengingen met een jaar mogelijk te maken om zich ervan te verzekeren dat de stagiair de gelegenheid heeft gehad om beide opleidingen na elkaar te volgen.

Artikelen 17 tot 25

Deze artikelen wijzigen sommige bepalingen van het voormeld koninklijk besluit van 20 juli 1972.

De essentiële wijzigingen hebben betrekking op het "brevet van officier", dat wordt vervangen door het "brevet van onderluitenant" en het instellen van een "specifiek brevet voor de dienstchefs".

Artikelen 17, 18, 19 en 20

Deze artikelen hebben betrekking op de beroepsofficieren en bevatten in hoofdzaak terminologische wijzigingen.

Article 18

Cet article permet une prolongation du stage d'un an, prolongation justifiée par le fait que le stagiaire n'a pu suivre la formation lui permettant d'obtenir le brevet de sous-lieutenant parce qu'aucune formation de ce type n'a été organisée pendant la durée de son stage.

Article 20

Cet article concerne la promotion au grade de sous-lieutenant professionnel.

Une distinction est introduite par le présent arrêté entre les conditions à remplir pour pouvoir poser sa candidature et les conditions à remplir pour pouvoir être promu.

Peuvent poser leur candidature, d'une part, tous les sergents, premiers sergents, sergents-majors et adjudants, d'autre part, les sapeurs pompiers et caporaux titulaires de l'un des diplômes visés aux points 1 et 2 de l'annexe I de l'arrêté royal du 20 juillet 1972.

Ces derniers sont en effet autorisés à suivre les cours menant à l'obtention du brevet de sous-lieutenant via le recrutement (article 9, § 2, 2° du présent arrêté).

Si l'exigence d'être sous-officier était maintenue pour ces derniers, ils devraient à tout le moins pour être promus au grade le moins élevé parmi les sous-officiers obtenir le brevet de caporal et de sergent.

Ils ne seraient en réalité dispensés que de suivre le cours menant à l'obtention du brevet d'adjudant qui comporte 100 heures de cours mais devraient suivre le cours menant à l'obtention du brevet de sous-lieutenant via le recrutement dont le programme comporte 290 heures au lieu de 170 heures via le cadre.

Il en résulte que cette possibilité offerte par l'article 9, § 2, 2° ne serait d'aucune utilité.

C'est la raison pour laquelle, cet article permet aux titulaires des diplômes susvisés de poser leur candidature en tant que sapeurs pompiers et caporaux.

En ce qui concerne la nomination, une priorité est accordée aux sous-officiers par rapport aux titulaires des diplômes visés aux points 1 et 2 de l'annexe I de l'arrêté royal du 20 juillet 1972.

Ce n'est dès lors qu'à défaut de candidat sous-officier que ces derniers peuvent être promus en tant que sapeur-pompier ou caporal au grade de sous-lieutenant.

Articles 21, 22 et 23

Ces articles concernent les officiers volontaires. Ils confèrent à la formation des volontaires le même niveau d'exigence que celui réservé auparavant à la formation des professionnels. Dans l'ancien régime, les brevets exigés étaient totalement différents selon qu'il s'agissait de professionnels ou de volontaires. Désormais, même si la présentation de l'arrêté est inchangée, les formations pour les volontaires et les professionnels sont identiques.

Article 23

Cet article modifie l'article 30 de l'arrêté royal susmentionné qui concerne la promotion au grade de sous-lieutenant volontaire. Les conditions de diplôme plus sévères pour la promotion d'un sous-lieutenant volontaire sont supprimées. Les conditions de promotion des sous-lieutenants volontaires et celles des professionnels sont désormais identiques quant aux qualifications nécessaires.

En ce qui concerne les deux catégories de personnes pouvant être promues soit les sous-officiers ainsi que les sapeurs-pompiers et caporaux titulaires d'un des diplômes visés aux points 1 et 2 de l'annexe I de l'arrêté royal du 20 juillet 1972, il est renvoyé au commentaire de l'article 20 lequel développe le raisonnement à l'origine de cette distinction.

Cependant en ce qui concerne les volontaires, aucune priorité n'est donnée aux sous-officiers du cadre par rapport aux sapeurs-pompiers ou caporaux titulaires des diplômes visés à l'annexe I de l'arrêté royal précité lors de la nomination.

Article 24

Cet article insère dans l'arrêté royal du 20 juillet 1972 un nouveau chapitre IVbis concernant les chefs de service.

Le nouvel article 34bis rend obligatoire la possession du brevet de chef de service pour exercer cette fonction et regroupe toutes les dispositions relatives aux chefs de service qui avaient été insérées

Artikel 18

Dit artikel maakt een verlenging van de stage met een jaar mogelijk, die wordt gerechtvaardigd door het feit dat de stagiair de opleiding voor het behalen van het brevet van onderluitenant niet heeft kunnen volgen, omdat er tijdens zijn stage geen enkele opleiding van dat type is georganiseerd.

Artikel 20

Dit artikel heeft betrekking op de bevordering tot de graad van beroepsouderluitenant.

Door dit besluit wordt een onderscheid aangebracht tussen de voorwaarden die moeten worden vervuld om zich kandidaat te kunnen stellen en de voorwaarden die moeten worden vervuld om te kunnen worden bevorderd.

Kunnen zich kandidaat stellen alle sergeanten, eerste sergeanten, sergeanten-majors en adjudanten enerzijds en de brandweelieden en de korporaals, die houder zijn van één van de diploma's, bedoeld in de punten 1 en 2 van bijlage I van het koninklijk besluit van 20 juli 1972, anderzijds.

Deze laatsten zijn inderdaad gemachtigd cursussen te volgen die leiden tot het bekomen van het brevet van onderluitenant via werving (artikel 9, § 2, 2° van dit besluit).

Indien de vereiste om onderofficier te zijn was behouden voor deze laatsten, hadden ze op zijn minst het brevet van korporaal en van sergeant moeten behalen om te worden bevorderd tot de minst hoge graad voor de onderofficieren.

In werkelijkheid waren ze echter enkel vrijgesteld van het volgen van een cursus om het brevet van adjudant te behalen die 100 lesuren omvat, maar zij hadden wel de cursus moeten volgen om het brevet van onderluitenant te behalen via de werving waarvan het programma 290 lesuren omvat in plaats van 170 uren via het kader.

Hieruit volgt dat deze mogelijkheid die door artikel 9, § 2, 2° werd geboden, van geen enkel nut zou zijn.

Dit is waarom dit artikel het de houders van de bovenvermelde diploma's toelaat zich kandidaat te stellen als brandweelieden en korporaals.

Wat de benoeming betreft, wordt voorrang verleend aan de onderofficieren ten opzichte van de houders van de diploma's, bedoeld in de punten 1 en 2 van bijlage I van het koninklijk besluit van 20 juli 1972.

Het is bijgevolg pas bij gebrek aan kandidaat-onderofficieren dat deze laatsten kunnen worden bevorderd van brandweerman of korporaal tot de graad van onderluitenant.

Artikelen 21, 22 en 23

Deze artikelen hebben betrekking op de vrijwillige officieren. Zij kennen aan de opleiding van vrijwilligers dezelfde vereisten toe als de vereisten die vroeger waren voorbehouden voor de opleiding van beroeps. Volgens de oude regeling waren de vereiste brevetten volledig verschillend naar gelang het beroeps of vrijwilligers betrof. Voortaan zijn de opleidingen voor de vrijwilligers en voor de beroeps identiek, zelfs al is de voorstelling van dit besluit ongewijzigd.

Artikel 23

Dit artikel wijzigt artikel 30 van het voormeld koninklijk besluit dat betrekking heeft op de bevordering tot de graad van vrijwillige onderluitenant. De strengere diplomaveisten voor de bevordering van een vrijwillige onderluitenant worden afgeschaft. De bevorderingsvoorwaarden van de vrijwillige onderluitenanten en die van de beroeps zijn voortaan dezelfde wat de nodige kwalificaties betreft.

Wat de twee categorieën van personen betreft die kunnen worden bevorderd, zijnde de onderofficieren alsook de brandweelieden en de korporaals die houder zijn van een van de diploma's, bedoeld in de punten 1 en 2 van bijlage I van het koninklijk besluit van 20 juli 1972, wordt verwezen naar de bespreking van artikel 20 waarin de redenering die aan de basis van dit onderscheid ligt, wordt uitgelegd.

Wat de vrijwilligers echter betreft, wordt er geen enkele voorrang gegeven aan de onderofficieren uit het kader ten opzichte van de brandweelieden of de korporaals die houder zijn van een van de diploma's, bedoeld in bijlage I van voormeld koninklijk besluit, voor de benoeming.

Artikel 24

Dit artikel voegt in het koninklijk besluit van 20 juli 1972 een nieuw hoofdstuk IV bis in betreffende de dienstchefs.

Het nieuw artikel 34bis stelt het bezit van het brevet van dienstchef verplicht om die functie uit te oefenen en groepeerde alle bepalingen betreffende de dienstchefs die geleidelijk in het koninklijk besluit van

progressivement dans l'arrêté royal du 20 juillet 1972 sous différentes rubriques. Pour être nommé chef de service, il faut désormais remplir diverses conditions : être titulaire du brevet de chef de service et de technicien en prévention et compter une ancienneté de service de 3 ans en tant qu'officier. Cette fonction ne pouvant être assimilée à un grade est ainsi réglementée de façon distincte.

Article 25

Cet article adapte la terminologie de l'article 41 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 qui instaurait des dispositions transitoires.

Il supprime en outre, pour le brevet A, la limitation dans le temps de l'assimilation de ce brevet au brevet de sous-lieutenant.

Article 26

Cet article ne nécessite aucun commentaire.

Article 27

Cet article permet aux sous-lieutenants stagiaires qui sont en service depuis 6 mois au moins à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, d'être nommés à la fin du stage même s'ils ne sont pas encore titulaires du brevet de sous-lieutenant. Il faut, en effet, éviter que les stagiaires qui ont déjà terminé ou termineront bientôt leur stage avec succès ne puissent être nommés, faute d'avoir pu obtenir le brevet qui conditionne désormais leur nomination. Il est, en effet, impossible d'organiser la formation et les examens relatifs au brevet de sous-lieutenant dans un délai inférieur à six mois. Le sous-lieutenant ainsi nommé doit cependant obtenir le brevet de sous-lieutenant s'il veut être nommé au grade de lieutenant.

Article 28

Cet article concerne les assimilations.

Pour ne pas léser les membres des services d'incendie qui ont déjà obtenu des brevets sous l'empire de l'ancienne réglementation, il convient de procéder à certaines assimilations.

Toutefois, il importe de ne pas contrecarrer les objectifs poursuivis par le présent arrêté, qui vise à améliorer sensiblement le niveau de formation du personnel des services d'incendie. C'est pourquoi, l'ancien brevet A destiné aux volontaires et qui était obtenu au terme d'une formation réputée moins exigeante n'est pas assimilé au brevet de sous-lieutenant pour les professionnels.

Les centres de formation devront demander, lors de l'inscription, une copie certifiée conforme des certificats invoqués par les membres des services d'incendie pour obtenir l'assimilation. Il leur appartient, dès lors, de procéder aux vérifications nécessaires quant aux assimilations invoquées.

Article 29

Cet article concerne la date d'entrée en vigueur de l'arrêté. Afin d'éviter que les désignations des chefs de service ne soient bloquées pendant toute la durée nécessaire à l'organisation de la formation, les candidats à cette fonction ne devront être détenteurs du brevet de chef de service qu'à partir du 1^{er} mai 1998.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,
adjoint au Ministre de l'Intérieur,
J. PEETERS

[S - C - 97/209]

19 MARS 1997. — Arrêté royal relatif à la formation, aux brevets et à la carrière des membres des services d'incendie

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, notamment les articles 9 et 13, remplacés par la loi du 16 juillet 1993;

20 juli 1972 waren gevoegd onder verschillende rubrieken. Om tot dienstchef te worden benoemd, moet men voortaan verschillende voorwaarden vervullen : houder zijn van het brevet van dienstchef en van technicus-brandvoorkoming en 3 jaar dienstanciënniteit tellen als officier. Aangezien deze functie niet met een graad kan worden gelijkgesteld, wordt ze aldus apart gereglementeerd.

Artikel 25

Dit artikel past de terminologie aan van artikel 41 van het koninklijk besluit van 20 juli 1972, waarbij overgangsmaatregelen werden ingesteld.

Bovendien schaft het voor brevet A de beperking in de tijd van de gelijkstelling van dit brevet met het brevet van onderluitenant af.

Artikel 26

Dit artikel vergt geen toelichting.

Artikel 27

Dit artikel maakt het de stagedoende onderluitnants die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit sedert ten minste 6 maanden in dienst zijn, mogelijk op het einde van de stage te worden benoemd, zelfs indien ze nog geen houder zijn van het brevet van onderluitenant. Er moet immers worden voorkomen dat de stagiairs die hun stage reeds met succes hebben beëindigd of zullen beëindigen, niet kunnen worden benoemd, omdat zij het brevet waarvan hun benoeming afhankelijk is, niet hebben kunnen behalen. Het is immers onmogelijk de opleiding en de examens voor het brevet van onderluitenant in te richten binnen een termijn van minder dan zes maanden. De aldus benoemde onderluitenant moet echter het brevet van onderluitenant behalen, indien hij tot de graad van luitenant wil worden oenoemd.

Artikel 28

Dit artikel heeft betrekking op de gelijkstellingen.

Om de leden van de brandweer die reeds onder de voormalige reglementering brevetten hebben behaald, niet te benadelen, moeten er een aantal gelijkstellingen gebeuren.

De doelstellingen die worden nagestreefd in dit besluit, dat ertoe strekt het opleidingsniveau van het personeel van de brandweer aanzienlijk te verbeteren, mogen echter niet worden doorkruist. Daarom wordt het voormalige brevet A, dat voor de vrijwilligers was bestemd en werd behaald na een opleiding die minder zwaar werd geacht, niet gelijkgesteld met het brevet van onderluitenant voor beroeps.

De opleidingscentra zullen bij de inschrijving een voor eensluidend verklaard afschrift moeten vragen van de getuigschriften die de leden van de brandweer inroepen om de gelijkstelling te bekomen. Zij dienen bijgevolg de nodige controles te doen in verband met de ingeroepen gelijkstellingen.

Artikel 29

Dit artikel heeft betrekking op de datum van inwerkingtreding van het besluit. Om te vermijden dat de aanwijzing van de dienstchefs zou worden geblokkeerd gedurende de tijd die nodig is voor de organisatie van de opleiding zullen de kandidaten voor deze functie slechts vanaf 1 mei 1998 houder moeten zijn van het brevet van dienstchef.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

De Staatssecretaris voor Veiligheid,
toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken,
J. PEETERS

[S - C - 97/209]

19 MAART 1997. — Koninklijk besluit betreffende de opleiding, de brevetten en de loopbaan van de leden van de brandweer

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, inzonderheid op de artikelen 9 en 13, vervangen bij de wet van 16 juli 1993;

Vu l'arrêté royal du 6 mai 1971 fixant les types de règlements communaux relatifs à l'organisation des services communaux d'incendie, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 14 octobre 1991, notamment ses annexes;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1972 établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 29 juillet 1992;

Vu l'association des gouvernements régionaux intervenue les 19 mars et 12 novembre 1996;

Vu le protocole du 6 mai 1996 du comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 23 avril 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 3 mars 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 9 août 1980 et modifié par les lois des 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les dispositions relatives à la formation des pompiers ont de multiples répercussions sur la carrière de ceux-ci;

Considérant que de nombreuses communes sont dans l'impossibilité de nommer des sous-lieutenants qui, par ailleurs, doivent pouvoir assurer le commandement des opérations de secours;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu de prendre sans tarder les mesures qui s'imposent;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Secrétaire d'Etat à la Sécurité, adjoint au Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — De la formation

Section Ier. — De l'organisation des formations

Article 1^{er}. § 1^{er}. Chacun des centres de formation visés à l'arrêté royal du 4 octobre 1985 relatif aux centres provinciaux de formation pour les services d'incendie, organise les formations suivantes :

1° des formations destinées à l'obtention du brevet de sapeur-pompier, de caporal, de sergent, d'adjudant, de sous-lieutenant, de technicien en prévention de l'incendie et de chef de service. Ces formations doivent être organisées dans le délai fixé par le Ministre de l'Intérieur;

2° des cycles de perfectionnement ou des recyclages, visant à parfaire tant les connaissances que les qualités professionnelles des membres des services d'incendie;

3° à la demande du Ministre de l'Intérieur, une formation particulière ou un recyclage spécial.

§ 2. Deux ou plusieurs centres de formation peuvent, soit d'initiative, soit à la demande du Ministre de l'Intérieur et dans les délais fixés par lui, organiser en commun des formations de même nature.

Section II. — Des brevets

Art. 2. § 1^{er}. Les brevets de sapeur-pompier, de caporal, de sergent, d'adjudant, de sous-lieutenant, de technicien en prévention de l'incendie et de chef de service, sont délivrés à l'issue des formations décrites dans l'annexe du présent arrêté.

§ 2. Le programme de chaque formation et la durée des cours constituent des minima.

§ 3. Chaque centre de formation peut, moyennant l'accord du Ministre de l'Intérieur, compléter le programme soit en rendant obligatoire plus d'un cours à option, soit en augmentant le nombre d'heures prévues pour les cours, soit en ajoutant au programme minimal des cours supplémentaires.

Art. 3. Chaque cours des formations visées à l'article 2 se clôture par un examen comportant en tout cas une épreuve écrite.

Art. 4. Sans préjudice des règles particulières fixées dans le règlement du centre de formation relatif aux modalités d'organisation des cours et des examens visées à l'article 3 de l'arrêté royal du 4 octo-

Gelet op het koninklijk besluit van 6 mei 1971 tot vaststelling van de modellen van gemeentelijke reglementen betreffende de organisatie van de gemeentelijke brandweerdiensten, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 oktober 1991, inzonderheid op de bijlagen ervan;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 juli 1992;

Gelet op het overleg met de gewestregeringen tussengekomen op 19 maart en 12 november 1996;

Gelet op het protocol van 6 mei 1996 van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 23 april 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 3 maart 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, eerste lid, vervangen door de wet van 9 augustus 1980 en gewijzigd door de wetten van 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen met betrekking tot de opleiding van de brandweermannen verschillende gevolgen hebben voor hun loopbaan;

Overwegende dat het voor talrijke gemeenten onmogelijk is om onderluitenanten te benoemen die bovendien het bevel over de hulpoperaties moeten kunnen voeren;

Overwegende dat derhalve onverwijld de nodige maatregelen genomen moeten worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Veiligheid toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Opleiding

Afdeling I. — Organisatie van de opleidingen

Artikel 1. § 1. Elk van de opleidingscentra, bedoeld in het koninklijk besluit van 4 oktober 1985 betreffende de provinciale opleidingscentra voor de brandweer, organiseert de volgende opleidingen :

1° opleidingen bestemd voor het behalen van het brevet van brandweerman, korporaal, sergeant, adjudant, onderluitenant, technicus-brandvoorkoming en dienstchef. Deze opleidingen moeten binnen de door de Minister van Binnenlandse Zaken gestelde termijn worden georganiseerd;

2° vervolmakingscyclussen of bijscholingen met als doel zowel de kennis als de beroepskwaliteiten van de leden van de brandweer te vervolmaken;

3° op verzoek van de Minister van Binnenlandse Zaken, een bijzondere opleiding of een speciale bijscholing.

§ 2. Twee of meer opleidingscentra kunnen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Minister van Binnenlandse Zaken en binnen de door hem gestelde termijnen, gezamenlijk opleidingen van dezelfde aard organiseren.

Afdeling II. — Brevetten

Art. 2. § 1. De brevetten van brandweerman, korporaal, sergeant, adjudant, onderluitenant, technicus-brandvoorkoming en dienstchef worden uitgereikt na afloop van de in de bijlage van dit besluit beschreven opleidingen.

§ 2. Het programma van iedere opleiding en de duur van de cursussen zijn minima.

§ 3. Ieder opleidingscentrum kan mits akkoord van de Minister van Binnenlandse Zaken het programma aanvullen, hetzij door meer dan één keuzevak verplicht te stellen, hetzij door het aantal voor de cursussen vastgestelde uren te verhogen, hetzij door aan het minimumprogramma bijkomende cursussen toe te voegen.

Art. 3. Iedere cursus van de in artikel 2 vermelde opleidingen wordt afgesloten met een examen dat zeker één schriftelijk gedeelte bevat.

Art. 4. Onverminderd de bijzondere regels die in het reglement van het opleidingscentrum zijn vastgesteld met betrekking tot de wijze van organisatie van de cursussen en de examens bedoeld in artikel 3 van het

bre 1985 relatif aux centres provinciaux de formation pour les services d'incendie, le brevet est délivré à l'élève qui obtient au moins les cinq dixièmes des points à chaque examen.

Art. 5. Sont admis à la formation destinée à l'obtention du brevet de sapeur-pompier, les sapeurs-pompiers stagiaires d'un service d'incendie et les caporaux professionnels stagiaires.

Art. 6. Sont admis à la formation destinée à l'obtention du brevet de caporal, les sapeurs-pompiers qui comptent 3 années d'ancienneté de service, en ce compris le stage, ainsi que les caporaux professionnels stagiaires titulaires du brevet de sapeur-pompier.

Art. 7. Sont admis à la formation destinée à l'obtention du brevet de sergent, les membres d'un service d'incendie titulaires du brevet de caporal ainsi que les caporaux.

Art. 8. Sont admis à la formation destinée à l'obtention du brevet d'adjudant, les membres d'un service d'incendie titulaires du brevet de sergent, ainsi que les sergents, premiers sergents et sergents-majors.

Art. 9. § 1^{er}. Sont admis à la formation en vue de l'obtention du brevet de sous-lieutenant visée au point V, A, de l'annexe du présent arrêté les membres d'un service d'incendie titulaires d'un brevet d'adjudant et les adjudants.

§ 2. Sont admis à la formation en vue de l'obtention du brevet de sous-lieutenant visée au point V, B, de l'annexe du présent arrêté :

1° les sous-lieutenants stagiaires d'un service d'incendie;

2° les membres d'un service d'incendie titulaires de l'un des diplômes visés aux points 1 et 2 de l'annexe I de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie.

Art. 10. Sont admis à la formation destinée à l'obtention du brevet de technicien en prévention de l'incendie :

1° les membres d'un service d'incendie titulaires du brevet de sous-lieutenant et les sous-lieutenants;

2° les membres d'un service d'incendie titulaires de l'un des diplômes visés aux points 1 et 2 de l'annexe I de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie.

Art. 11. Sont admis au cours conduisant à l'obtention du brevet de chef de service, les officiers d'un service d'incendie titulaires du brevet de technicien en prévention de l'incendie.

Art. 12. Peuvent être admis à suivre la formation visée à l'article 1^{er}, les membres du personnel du Ministère de l'Intérieur désignés par le Ministre.

CHAPITRE II. — *Des conditions minimales de nomination et de promotion des membres des services d'incendie autres que les officiers*

Art. 13. Peuvent seuls être nommés à titre définitif ou effectif, les stagiaires sapeurs-pompiers titulaires du brevet de sapeur-pompier délivré par un centre de formation agréé.

Art. 14. § 1^{er}. Peuvent seuls être promus ou nommés au grade de caporal les membres d'un service d'incendie titulaires du brevet de caporal délivré par un centre de formation agréé.

§ 2. Sans préjudice de l'article 14 de l'annexe 3 de l'arrêté royal du 6 mai 1971 fixant les types de règlements communaux relatifs à l'organisation des services communaux d'incendie, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 14 octobre 1991, notamment ses annexes, l'autorité compétente peut décider, sur avis favorable de la commission de stage, de prolonger le stage du caporal professionnel si le stagiaire n'a pas eu la possibilité, durant le stage déjà accompli, de suivre les formations afin d'obtenir les brevets de sapeur-pompier et de caporal.

Dans ce cas, le stage d'un an visé à l'article 12 du même arrêté peut être prolongé deux fois d'un an au maximum.

Art. 15. Peuvent seuls être promus au grade de sergent, les membres d'un service d'incendie titulaires du brevet de sergent délivré par un centre de formation agréé.

koninklijk besluit van 4 oktober 1985 betreffende de provinciale opleidingscentra voor de brandweer, wordt het brevet uitgereikt aan de cursist die voor ieder examen ten minste vijf tienden van de punten heeft behaald.

Art. 5. Tot de opleiding voor het behalen van het brevet van brandweerman worden de stagedoende leden van een brandweerdienst en de stagedoende beroepskorporaals toegelaten.

Art. 6. Tot de opleiding voor het behalen van het brevet van korporaal worden de brandweermannen toegelaten die 3 jaar dienst-ancienniteit tellen, stage inbegrepen, en de stagedoende beroepskorporaals die houder zijn van het brevet van brandweerman.

Art. 7. Tot de opleiding voor het behalen van het brevet van sergeant worden de leden van een brandweerdienst toegelaten die houder zijn van het brevet van korporaal alsmede de korporaals.

Art. 8. Tot de opleiding voor het behalen van het brevet van adjudant worden de leden van een brandweerdienst toegelaten die houder zijn van het brevet van sergeant, alsmede de sergeanten, eerste sergeanten en sergeant-majors.

Art. 9. § 1. Tot de opleiding voor het behalen van het brevet van onderluitenant bedoeld in punt V, A, van de bijlage bij dit besluit worden de leden van een brandweerdienst toegelaten die houder zijn van een brevet van adjudant en de adjudanten.

§ 2. Tot de opleiding voor het behalen van het brevet van onderluitenant bedoeld in punt V, B, van de bijlage bij dit besluit worden toegelaten :

1° de stagedoende onderluitnants van een brandweerdienst;

2° de leden van een brandweerdienst die houder zijn van één van de diploma's bedoeld in de punten 1 en 2 van bijlage I bij het koninklijk besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten.

Art. 10. Tot de opleiding voor het behalen van het brevet van technicus-brandvoorkoming worden toegelaten :

1° de leden van een brandweerdienst die houder zijn van het brevet van onderluitenant en de onderluitnants;

2° de leden van een brandweerdienst die houder zijn van één van de diploma's bedoeld in de punten 1 en 2 van bijlage I bij het koninklijk besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten.

Art. 11. Tot de cursussen voor het behalen van het brevet van dienstchef worden de officieren van een brandweerdienst toegelaten die houder zijn van het brevet van technicus-brandvoorkoming.

Art. 12. Tot het volgen van de in artikel 1 bedoelde opleiding kunnen de personeelsleden van het Ministerie van Binnenlandse Zaken toegelaten worden die door de Minister zijn aangewezen.

HOOFDSTUK II. — *Minimumvoorwaarden tot benoeming en bevordering van de leden van de brandweer die geen officieren zijn*

Art. 13. In vast verband of effectief kunnen enkel de stagedoende brandweermannen worden benoemd die houder zijn van het door een erkend opleidingscentrum uitgereikt brevet van brandweerman.

Art. 14. § 1. Tot de graad van korporaal kunnen enkel de leden van een brandweerdienst worden bevorderd of benoemd die houder zijn van het door een erkend opleidingscentrum uitgereikt brevet van korporaal.

§ 2. Onverminderd artikel 14 van bijlage 3 van het koninklijk besluit van 6 mei 1971 tot vaststelling van de modellen van gemeentelijke reglementen betreffende de organisatie van de gemeentelijke brandweerdiensten, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 oktober 1991, inzonderheid op de bijlagen ervan kan de bevoegde overheid op gunstig advies van de stagecommissie beslissen de stage van de beroepskorporaal te verlengen, indien de stagiair tijdens de reeds volbrachte stage niet de mogelijkheid heeft gehad de opleidingen voor het behalen van de brevetten van brandweerman en korporaal te volgen.

In dit geval kan de stage van één jaar bedoeld in artikel 12 van hetzelfde besluit ten hoogste tweemaal worden verlengd met een jaar.

Art. 15. Tot de graad van sergeant kunnen enkel de leden van een brandweerdienst worden bevorderd die houder zijn van het door een erkend opleidingscentrum uitgereikt brevet van sergeant.

Art. 16. Peuvent seuls être promus au grade d'adjudant, les membres d'un service d'incendie titulaires du brevet d'adjudant délivré par un centre de formation agréé.

CHAPITRE III. — Des conditions de nomination et de promotion des officiers et des chefs de service

Art. 17. L'article 11 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. Le stagiaire doit obtenir le brevet de sous-lieutenant délivré par un centre de formation agréé ».

Art. 18. L'article 13 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« L'autorité compétente peut décider de prolonger le stage d'un an, l'officier chef de service entendu, si le stagiaire n'a pas eu la possibilité, durant le stage déjà accompli, de suivre la formation afin d'obtenir le brevet de sous-lieutenant ».

Art. 19. L'article 16, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. Le stagiaire titulaire du brevet de sous-lieutenant délivré par un centre de formation agréé, et jugé apte par l'autorité compétente, est nommé, à titre définitif, au grade de sous-lieutenant professionnel. »

Art. 20. L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. § 1^{er}. Peuvent poser leur candidature à tout emploi de sous-lieutenant professionnel, accessible par promotion, les sous-officiers, ainsi que les sapeurs-pompiers et caporaux titulaires de l'un des diplômes visés aux points 1 et 2 de l'annexe I du présent arrêté, qui sont titulaires du brevet de sous-lieutenant délivré par un centre de formation agréé.

§ 2. Peuvent être promus sous-lieutenants professionnels les sous-officiers et, à défaut de candidat sous-officier, les sapeurs-pompiers et caporaux titulaires de l'un des diplômes visés aux points 1 et 2 de l'annexe I du présent arrêté, s'ils remplissent les conditions suivantes :

- a) compter une ancienneté de service de trois ans au moins;
- b) faire l'objet d'un rapport favorable de l'officier chef de service ou d'une décision favorable de l'autorité compétente;
- c) satisfaire aux épreuves d'aptitude physique visées à l'article 8. »

Art. 21. L'article 26 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 26. Le stagiaire doit obtenir le brevet de sous-lieutenant délivré par un centre de formation agréé. »

Art. 22. L'article 28, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28. Le stagiaire titulaire du brevet de sous-lieutenant délivré par un centre de formation agréé, et jugé apte par le conseil communal, est engagé à titre effectif au grade de sous-lieutenant volontaire. »

Art. 23. L'article 30 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 30. Peuvent être promus sous-lieutenants volontaires, les sous-officiers, ainsi que les sapeurs-pompiers et caporaux titulaires de l'un des diplômes visés aux points 1 et 2 de l'annexe I du présent arrêté, s'ils remplissent les conditions suivantes :

- a) compter une ancienneté de service de trois ans au moins;
- b) être titulaire du brevet de sous-lieutenant délivré par un centre de formation agréé;
- c) faire l'objet d'un rapport favorable de l'officier chef de service ou d'une décision favorable de l'autorité compétente;
- d) satisfaire aux épreuves d'aptitude physique visées à l'article 8. »

Art. 16. Tot de graad van adjudant kunnen enkel de leden van een brandweerdienst worden bevorderd die houder zijn van het door een erkend opleidingscentrum uitgereikt brevet van adjudant.

HOOFDSTUK III. — Voorwaarden tot benoeming en bevordering van de officieren en de dienstchefs

Art. 17. Artikel 11 van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevoorwaarde voor de officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 11. De stagiair moet het door een erkend opleidingscentrum uitgereikt brevet van onderluitenant behalen ».

Art. 18. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Na de officier-dienstchef te hebben gehoord, kan de bevoegde overheid beslissen de stage met één jaar te verlengen, indien de stagiair tijdens de reeds volbrachte stage niet de mogelijkheid heeft gehad de opleiding te volgen voor het behalen van het brevet van onderluitenant ».

Art. 19. Artikel 16, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 16. De stagiair die houder is van het door een erkend opleidingscentrum uitgereikt brevet van onderluitenant en die door de bevoegde overheid geschikt wordt geacht, wordt in vast verband benoemd tot de graad van beroepsonderluitenant. »

Art. 20. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 17. § 1. Voor elke bij bevordering te begeven betrekking van beroepsonderluitenant kunnen zich kandidaat stellen de onderofficieren, alsmede de brandweerlieden en korporaals, titularis van een van de diploma's bedoeld in punt 1 en 2 van bijlage I van dit besluit, die titularis zijn van het door een erkend opleidingscentrum afgeleverd brevet van onderluitenant.

§ 2. Tot beroepsonderluitenant kunnen bevorderd worden, de onderofficieren en, bij gebrek aan kandidaat-onderofficieren, de brandweerlieden en korporaals die titularis zijn van één van de diploma's bedoeld in punt 1 en 2 van bijlage I van dit besluit, mits zij de volgende voorwaarden vervullen :

- a) ten minste drie jaar dienstanciënniteit tellen;
- b) een gunstig verslag van de officier-dienstchef of een gunstige beslissing van de bevoegde overheid hebben gekregen;
- c) geschikt bevonden zijn bij de proeven inzake lichamelijke geschiktheid bedoeld in artikel 8. »

Art. 21. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 26. De stagiair moet het door een erkend opleidingscentrum uitgereikt brevet van onderluitenant behalen. »

Art. 22. Artikel 28, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 28. De stagiair die houder is van het door een erkend opleidingscentrum uitgereikt brevet van onderluitenant en die door de gemeenteraad geschikt wordt geacht, wordt effectief in dienst genomen in de graad van onderluitenant-vrijwilliger. »

Art. 23. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 30. Tot vrijwillig onderluitenant kunnen bevorderd worden, de onderofficieren alsmede de brandweerlieden en korporaals, titularis van één van de diploma's bedoeld in punt 1 en 2 van bijlage I van dit besluit, mits zij de volgende voorwaarden vervullen :

- a) ten minste drie jaar dienstanciënniteit tellen;
- b) houder zijn van het door een erkend opleidingscentrum uitgereikt brevet van onderluitenant;
- c) een gunstig verslag van de officier-dienstchef of gunstige beslissing van de bevoegde overheid hebben gekregen;
- d) geschikt bevonden zijn bij de proeven inzake lichamelijke geschiktheid bedoeld in artikel 8. »

Art. 24. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre IIIbis, rédigé comme suit :

CHAPITRE IIIbis. — Des chefs de service

Art. 34bis. Peut seul être désigné comme chef de service, l'officier qui remplit les conditions suivantes :

- 1° compter une ancienneté de service comme officier de trois ans au moins, stage compris;
- 2° être titulaire du brevet de technicien en prévention de l'incendie;
- 3° être titulaire du brevet de chef de service;
- 4° dans un service d'incendie de la classe X, être porteur de l'un des diplômes énumérés au point 1a ou, à défaut, aux points 1b et 1c de l'annexe I du présent arrêté. »

Art. 25. L'article 41 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 41.** L'ancien brevet de candidat officier professionnel est assimilé au brevet de sous-lieutenant délivré par un centre de formation agréé.

Les anciens brevets A, B et C sont assimilés pour les membres volontaires des services d'incendie, au brevet de sous-lieutenant délivré par un centre de formation agréé. L'assimilation des brevets A, B, C au brevet de sous-lieutenant n'ouvre l'accès qu'au grade de sous-lieutenant volontaire ».

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 26. Sont abrogés :

1° dans l'arrêté royal du 20 juillet 1972 établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie :

- a) l'article 19, § 1^{er}, alinéa 4;
- b) l'article 33, § 1^{er}, alinéa 4;

2° l'arrêté royal du 16 avril 1974 instituant des cours de formation en matière de prévention et de lutte contre l'incendie, modifié en dernier lieu le 4 août 1986;

3° l'arrêté ministériel du 22 avril 1974 organisant les cours de formation en matière de prévention et de lutte contre l'incendie, modifié en dernier lieu le 16 janvier 1989;

4° l'arrêté ministériel du 29 octobre 1974 déterminant, en ce qui concerne les frais de parcours et de séjour, les assimilations des chargés de cours, des conférenciers, des membres des jury d'examen et des élèves pour les cours de formation en matière de prévention et de lutte contre l'incendie;

5° l'arrêté ministériel du 17 décembre 1975 déterminant la forme des brevets de candidat officier professionnel des services d'incendie et de technicien en prévention de l'incendie;

6° l'arrêté ministériel du 10 décembre 1992 fixant les programmes minimum de formation pour l'obtention du brevet de sapeur-pompier, sous-officier, officier et technicien en prévention de l'incendie.

Art. 27. Les sous-lieutenants stagiaires en service à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté peuvent être nommés à la fin de leur stage même s'ils ne sont pas titulaires du brevet de sous-lieutenant. Ils doivent cependant obtenir le brevet de sous-lieutenant pour être promu au grade de lieutenant.

Art. 28. Sont assimilés aux brevets de caporal, de sergent et d'adjudant :

1° le brevet de sous-officier délivré avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté par les centres agréés de formation pour les services d'incendie ou les fédérations provinciales des services d'incendie;

2° le certificat de candidat sous-officier délivré par l'autorité compétente sur la base d'une décision prise avant le 31 décembre 1993;

- 3° les anciens brevets A, B, et C délivrés par l'Etat;
- 4° l'ancien brevet de candidat officier professionnel.

Art. 29. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 34bis, 3°, inséré dans l'arrêté royal du 20 juillet 1972 établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie par l'article 24 du présent arrêté, qui entre en vigueur le 1^{er} mai 1998.

Art. 24. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk IIIbis ingevoegd, luidend als volgt :

HOOFDSTUK IIIbis. — De dienstchefs

Art. 34bis. Als dienstchef kan enkel de officier worden aangewezen die de volgende voorwaarden vervult :

- 1° ten minste 3 jaar dienstanciënniteit als officier hebben, stage inbegrepen;
- 2° houder zijn van het brevet van technicus-brand voorkoming;
- 3° houder zijn van het brevet van dienstchef;
- 4° in een brandweerdienst van klasse X houder zijn van één der onder 1a of, bij ontstentenis, onder 1b en 1c bedoelde diploma's van bijlage I van dit besluit. »

Art. 25. Artikel 41 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« **Art. 41.** Het vroegere brevet van kandidaat-beroepsofficier wordt gelijkgesteld met het door een erkend opleidingscentrum uitgereikt brevet van onderluitenant.

De vroegere brevetten A, B en C worden voor de vrijwillige leden van de brandweer gelijkgesteld met het door een erkend opleidingscentrum uitgereikt brevet van onderluitenant. De gelijkstelling van de brevetten A, B en C met het brevet van onderluitenant geeft slechts toegang tot de graad van onderluitenant-vrijwilliger ».

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 26. Opgeheven worden :

1° in het koninklijk besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten :

- a) artikel 19, § 1, vierde lid;
- b) artikel 33, § 1, vierde lid;

2° het koninklijk besluit van 16 april 1974 tot instelling van opleidingscursussen inzake brandvoorkoming en -bestrijding, laatst gewijzigd op 4 augustus 1986;

3° het ministerieel besluit van 22 april 1974 houdende organisatie van de opleidingscursussen inzake brandvoorkoming en -bestrijding, laatst gewijzigd op 16 januari 1989;

4° het ministerieel besluit van 29 oktober 1974 tot vaststelling, wat de vergoedingen wegens reis- en verblijfskosten betreft, van de gelijkstellingen van de lesgevers, de voordrachthouders, de leden van de examencommissies en de leerlingen, voor de opleidingscursussen inzake brandvoorkoming en -bestrijding;

5° het ministerieel besluit van 17 december 1975 tot vaststelling van de vorm der brevetten van kandidaat-beroepsofficier der brandweerdiensten en van technicus-brandvoorkoming;

6° het ministerieel besluit van 10 december 1992 tot vaststelling van de basisprogramma's voor het behalen van het brevet van brandweerman, onderofficier, officier en technicus-brandvoorkoming.

Art. 27. De stagedoende onderluitnants, die in dienst zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, kunnen op het einde van hun stage worden benoemd, zelfs indien zij geen houder zijn van het brevet van onderluitenant. Zij moeten het brevet van onderluitenant echter wel behalen om tot de graad van luitenant te kunnen worden bevorderd.

Art. 28. Met de brevetten van korporaal, sergeant en adjudant worden gelijkgesteld :

1° het brevet van onderofficier dat vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit werd uitgereikt door de erkende opleidingscentra voor de brandweer of de provinciale brandweerefederaties;

2° het getuigschrift van kandidaat-onderofficier dat door de bevoegde overheid werd afgegeven op basis van een vóór 31 december 1993 genomen beslissing;

- 3° de vroegere door de Staat uitgereikte brevetten A, B en C;
- 4° het vroegere brevet van kandidaat-beroepsofficier.

Art. 29. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 34bis, 3°, ingevoegd in het koninklijk besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten bij artikel 24 van dit besluit, dat in werking treedt op 1 mei 1998.

Art. 30. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Secrétaire d'Etat à la Sécurité, adjoint au Ministre de l'Intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,
J. PEETERS

Annexe

[S - C - 97/20901]

Programme minimum de formation

I. Formation en vue de l'obtention du brevet de sapeur-pompier :

Cours obligatoires :

- Lutte contre l'incendie (exercices pratiques inclus) : 50 heures
- Protection individuelle (exercices pratiques inclus) : 30 heures
- Les gestes qui sauvent (exercices pratiques inclus) : 10 heures

II. Formation en vue de l'obtention du brevet de caporal :

Cours obligatoires :

- Secours et lutte contre l'incendie : 20 heures
 - Pompes - Manœuvres d'engins : 20 heures
- Un cours de 40 heures à choisir parmi les cours suivants :**
- Manœuvre de pompes Conduite de véhicules : spécialisation : 40 heures
 - Techniques de sauvetage : 40 heures
 - Assistance médicale : 40 heures

III. Formation en vue de l'obtention du brevet de sergent :

Cours obligatoires :

- Lutte contre l'incendie et secours : 30 heures
 - Organisation et gestion des ressources humaines : 20 heures
- Un cours de 20 heures à choisir parmi les cours suivants :**
- Prévention de l'incendie : 20 heures
 - Substances dangereuses : 20 heures
 - Direction des opérations : 20 heures

IV. Formation en vue de l'obtention du brevet d'adjudant :

Cours obligatoires :

- Combustion et extinction du feu : 40 heures
- Substances dangereuses : 20 heures
- Lutte contre l'incendie et secours : 20 heures
- Gestion des ressources humaines : 20 heures

V. Formation en vue de l'obtention du brevet de sous-lieutenant :

A. Pour les adjudants et les titulaires du brevet d'adjudant :

Cours obligatoires :

- Organisation des services de secours : 10 heures
 - Secours et lutte contre l'incendie : 80 heures
 - Gestion des ressources humaines : 20 heures
 - Liaisons - Moyens de communication : 20 heures
- Un cours de 40 heures à choisir parmi les cours suivants :**
- Instructeur : 40 heures
 - Matériel : 40 heures

B. Pour ceux qui ne sont pas titulaires du brevet d'adjudant :

Cours obligatoires :

- Combustion et extinction du feu : 40 heures
- Organisation des services de secours : 10 heures
- Substances dangereuses : 20 heures
- Secours et lutte contre l'incendie : 100 heures

Art. 30. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Veiligheid toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken zijn belast, ieder wat hem betreft met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 maart 1997.

ALBERT

Van Koninklijke wege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

De Staatssecretaris voor Veiligheid,
J. PEETERS

Bijlage

[S - C - 97/20901]

Minimum opleidingsprogramma

I. Opleiding voor het behalen van het brevet van brandweerman :

Verplichte cursussen :

- Brandbestrijding (praktische oefeningen inbegrepen) : 50 uur
- Persoonlijke bescherming (praktische oefeningen inbegrepen) : 30 uur
- Levensreddende handelingen (praktische oefeningen inbegrepen) : 10 uur

II. Opleiding voor het behalen van het brevet van korporaal :

Verplichte cursussen :

- Brandbestrijding en hulpverlening : 20 uur
 - Pompen - Bediening van tuigen : 20 uur
- Een cursus van 40 uur te kiezen uit de volgende cursussen :**
- Pompbediening - Besturen van voertuigen : specialisatie : 40 uur
 - Reddingstechnieken : 40 uur
 - Geneeskundige hulpverlening : 40 uur

III. Opleiding voor het behalen van het brevet van sergeant :

Verplichte cursussen :

- Brandbestrijding en hulpverlening : 30 uur
 - Organisatie en human resources management : 20 uur
- Een cursus van 20 uur te kiezen uit de volgende cursussen :**
- Brandvoorkoming : 20 uur
 - Gevaarlijke stoffen : 20 uur
 - Bevelvoering operaties : 20 uur

IV. Opleiding voor het behalen van het brevet van adjudant :

Verplichte cursussen :

- Verbranding en blussing : 40 uur
 - Gevaarlijke stoffen : 20 uur
 - Brandbestrijding en hulpverlening : 20 uur
 - Human resources management : 20 uur
- V. Opleiding voor het behalen van het brevet van onderluitenant :**

A. Voor de adjudanten en de houders van het brevet van adjudant :

Verplichte cursussen :

- Organisatie van de hulpdiensten : 10 uur
 - Hulpverlening en brandbestrijding : 80 uur
 - Human resources management : 20 uur
 - Verbindingen - Communicatiemiddelen : 20 uur
- Een cursus van 40 uur te kiezen uit de volgende cursussen :**
- Instructeur : 40 uur
 - Materieel : 40 uur

B. Voor degenen die geen houder zijn van het brevet van adjudant :

Verplichte cursussen :

- Verbranding en blussing : 40 uur
- Organisatie van de hulpdiensten : 10 uur
- Gevaarlijke stoffen : 20 uur
- Hulpverlening en brandbestrijding : 100 uur

- Gestion des ressources humaines : 40 heures
- Protection individuelle : 20 heures
- Liaisons - Moyens de communication : 20 heures
- Un cours de 40 heures à choisir parmi les cours suivants :**
- Instructeur : 40 heures
- Matériel : 40 heures

VI. Formation en vue de l'obtention du brevet de technicien en prévention de l'incendie :

Cours obligatoires :

- Bases légales : 5 heures
- Réglementation : 30 heures
- Résistance au feu des éléments de construction et réaction au feu des matériaux de construction : 25 heures
- Construction des bâtiments : 20 heures
- Moyens de détection - Moyens d'extinction : 10 heures
- Exercices pratiques et formation : 50 heures

VII. Formation en vue de l'obtention du brevet de chef de service :

Cours obligatoires :

- Management - gestion des ressources humaines : 40 heures
- Relations publiques : 20 heures
- Gestion technique et budgétaire : 20 heures.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 mars 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,
J. PEETERS

- Human resources management : 40 uur
- Persoonlijke bescherming : 20 uur
- Verbindingen-Communicatiemiddelen : 20 uur
- Een cursus van 40 uur te kiezen onder de volgende cursussen :**

- Instructeur : 40 uur
- Materieel : 40 uur

VI. Opleiding voor het behalen van het brevet van technicus-brandvoorkoming :

Verplichte cursussen :

- Wettelijke grondslag : 5 uur
- Reglementering : 30 uur
- Bouwelementen - bouwmaterialen/brandweereland en reactie bij brand : 25 uur.

- Gebouwenconstructie : 20 uur
- Detectie - Blusmiddelen : 10 uur
- Praktische oefeningen en opleiding : 50 uur

VII. Opleiding voor het behalen van het brevet van dienstchef :

Verplichte cursussen :

- Management - human resources management : 40 uur
- Public relations : 20 uur

— Technisch en budgetair beheer : 20 uur.
Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 19 maart 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

De Staatssecretaris voor Veiligheid,
J. PEETERS

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 97 — 598

[C - 96/12719]

4 OCTOBRE 1996. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 27 juin 1995, conclue le 27 juin 1995 au sein de la Sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande et approuvée le 27 juin 1995 au sein de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement, relative à la sécurité d'emploi pour le secteur "Centra voor Kinderzorg en Gezinsondersteuning", appelé antérieurement "Sector Bijzondere Opvang" de "Kind en Gezin", "Kinderdag- en nachtverblijven en Kinderopvangcentra" (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 27 juin 1995, reprise en annexe, conclue le 27 juin 1995 au sein de la Sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande et approuvée le 27 juin 1995 au sein de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement, relative à la sécurité d'emploi pour le secteur "Centra voor Kinderzorg en Gezinsondersteuning", appelé antérieurement "Sector Bijzondere Opvang" de "Kind en Gezin", "Kinderdag- en nachtverblijven en Kinderopvangcentra".

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 97 — 598

[C - 96/12719]

4 OKTOBER 1996. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 1995, gesloten op 27 juni 1995 in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Vlaamse Gemeenschap en goedgekeurd op 27 juni 1995 in het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen, betreffende de werkzekerheid voor de sector "Centra voor Kinderzorg en Gezinsondersteuning", voormalig genoemd "Sector Bijzondere Opvang" van Kind en Gezin, Kinderdag- en nachtverblijven en Kinderopvangcentra (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 1995, gesloten op 27 juni 1995 in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen van de Vlaamse Gemeenschap en goedgekeurd op 27 juni 1995 in het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen, betreffende de werkzekerheid voor de sector "Centra voor Kinderzorg en Gezinsondersteuning", voormalig genoemd "Sector Bijzondere Opvang" van Kind en Gezin, Kinderdag- en nachtverblijven en Kinderopvangcentra".

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.